

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1998-1999

19 JANVIER 1999

Projet de loi portant approbation de la Résolution relative au quatrième amendement aux Statuts du Fonds monétaire international

RAPPORT

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DES FINANCES
ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
PAR M. **COENE**

**1. EXPOSÉ
DU MINISTRE DES FINANCES**

Le présent projet de loi concerne l'approbation du quatrième amendement des statuts du Fonds monétaire international (FMI), tel qu'il est proposé par le Conseil des gouverneurs du FMI, aux termes de sa résolution n° 52-4.

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : MM. Hatry, président; Delcroix, D'Hooghe, Hotyat, Moens, Santkin, Mme Van der Wildt, M. Weyts, Mme Willame-Boonen et M. Coene, rapporteur.

2. Membres suppléants : MM. Happart, Istasse, Mmes Merchiers, Nelis-Van Liedekerke, M. Nothomb et Mme Sémer.

Voir:

Document du Sénat:

1-1185 - 1998/1999:

N° 1: Projet de loi.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1998-1999

19 JANUARI 1999

Wetsontwerp houdende goedkeuring van de Resolutie betreffende het vierde amendement op de statuten van het Internationaal Monetair Fonds

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE FINANCIËN EN
DE ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER **COENE**

**1. UITEENZETTING VAN
DE MINISTER VAN FINANCIËN**

Het voorliggende wetsontwerp betreft de goedkeuring van het vierde amendement van de statuten van het Internationaal Monetair Fonds (IMF), zoals voorgesteld door de Raad van Gouverneurs van het IMF, op grond van zijn resolutie nr. 52-4.

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Hatry, voorzitter; Delcroix, D'Hooghe, Hotyat, Moens, Santkin, mevrouw Van der Wildt, de heer Weyts, mevrouw Willame-Boonen en de heer Coene, rapporteur.

2. Plaatsvervangers : de heren Happart, Istasse, de dames Merchiers, Nelis-Van Liedekerke, de heer Nothomb en mevrouw Sémer.

Zie:

Gedr. St. van de Senaat:

1-1185 - 1998/1999:

Nr. 1: Wetsontwerp.

Cette modification aux statuts du FMI est nécessaire pour pouvoir procéder à une allocation spéciale de droits de tirage spéciaux (DTS).

Ce projet de loi règle une matière visée à l'article 77, alinéa 1^{er}, 6^o, de la Constitution.

*
* *

Le DTS fut la première monnaie internationale jamais créée par des gouvernements. Cette monnaie fut créée en 1969 afin de fournir des liquidités nécessaires au bon fonctionnement du système monétaire international, à une époque où la création de dollars nécessaire à l'expansion de l'économie mondiale était ressentie comme insuffisante.

Jusqu'il y a quelques jours, le DTS était composé d'un montant donné de monnaies des cinq pays les plus gros exportateurs de biens et services, à savoir le dollar américain, le yen japonais, le deutsche mark, le franc français et la livre sterling.

Avec l'arrivée de l'euro le 1^{er} janvier 1999, le montant de la participation du franc français et du deutsche mark dans le DTS a été remplacé par son équivalent en euro sur base des taux de conversion entre l'euro et les monnaies concernées. C'est ainsi que le DTS contient actuellement 0,1239 euro en remplacement du franc français et 0,2280 euro en remplacement du deutsche mark. Toutefois, le conseil d'administration du FMI a convenu de ne pas additionner ces deux montants afin de pouvoir maintenir le lien entre le DTS et les cinq pays les plus importants au niveau du commerce international. En d'autres termes, l'euro remplace le franc français et le deutsche mark dans le panier du DTS, non pas comme la monnaie de la zone euro, mais comme la monnaie de deux de ses membres : la France et l'Allemagne.

Cette décision a été prise afin de minimiser à court terme les conséquences institutionnelles du lancement de l'euro pour le DTS et d'éviter, en particulier, d'ouvrir un débat sur la question de savoir s'il est encore opportun de maintenir dans le DTS d'autres monnaies que le dollar, l'euro et le yen.

Il a aussi été convenu que cette décision serait réexaminée au plus tard en 2000, et non pas en 2003, comme l'avaient proposé les services du FMI.

*
* *

Le ministre ferme la parenthèse pour rappeler qu'au cours de son histoire, le FMI a fait deux allocations de DTS étalées sur plusieurs années pour un total d'environ 21,4 milliards de DTS. La première allocation a eu lieu entre 1970 et 1972 et la deuxième allo-

Deze wijziging van de statuten van het IMF is noodzakelijk om te kunnen overgaan tot een speciale toewijzing van bijzondere trekkingsrechten (BTR).

Dit ontwerp van wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77, eerste lid, 6^o, van de Grondwet.

*
* *

Het BTR was de eerste internationale munt die ooit door een regering is gecreëerd. Deze munt is in 1969 gecreëerd teneinde de nodige liquiditeiten te verstrekken voor de goede werking van het internationaal monetair stelsel, op een ogenblik dat de noodzakelijke creatie van dollars voor de expansie van de wereldeconomie als onvoldoende werd ervaren.

Tot enkele dagen geleden was het BTR samengesteld uit een bepaald bedrag van munten van de vijf grootste uitvoerende landen van goederen en diensten, namelijk de Amerikaanse dollar, de Japanse yen, de Duitse mark, de Franse frank en het pond sterling.

Met de komst van de euro op 1 januari 1999, werd het bedrag van de deelname van de Franse frank en de Duitse mark aan het BTR vervangen door het equivalent ervan in euro op basis van de omzettingskoersen tussen de euro en de betrokken munten. Aldus omvat het BTR momenteel 0,1239 euro ter vervanging van de Franse frank en 0,2280 euro ter vervanging van de Duitse mark. De raad van bestuur van het IMF, echter, is het eens geworden deze twee bedragen niet op te tellen teneinde de verhouding tussen het BTR en de vijf belangrijkste landen op het vlak van de internationale handel te handhaven. Met andere woorden, de euro vervangt de Franse frank en de Duitse mark in de korf van het BTR, niet als de munt van de eurozone, maar als de munt van twee van zijn leden : Frankrijk en Duitsland.

Deze beslissing is genomen teneinde de institutionele gevolgen van de invoering van de euro voor het BTR op korte termijn tot een minimum te herleiden en, in het bijzonder, te voorkomen dat een debat wordt geopend betreffende de vraag of het opportuun is om in het BTR andere munten dan de dollar, de euro en de yen te behouden.

Er is ook overeengekomen dat deze beslissing opnieuw zou worden onderzocht ten laatste in 2000, en niet in 2003, zoals door de diensten van het IMF is voorgesteld.

*
* *

Hierbij wordt eraan herinnerd dat het IMF, in de loop van zijn bestaan, twee toewijzingen van BTR's heeft verricht, verspreid over verschillende jaren, voor een totaal bedrag van ongeveer 21,4 miljard BTR. De eerste toewijzing had plaats tussen 1970 en

cation entre 1979 et 1981. Les DTS ainsi créés sont venus compléter les réserves de change des pays bénéficiaires, qui peuvent les utiliser en les échangeant contre une monnaie forte, par simple demande au FMI, afin de financer un déficit de balance courante.

Depuis 1991, le FMI n'a plus effectué d'allocations de DTS. En effet, en vertu des statuts du FMI, les DTS ne peuvent être alloués qu'en cas de besoin global à long terme d'avoirs de réserve supplémentaires dans le système monétaire international. Les principaux pays membres du FMI, notamment les États-Unis et l'Allemagne, considèrent que ce besoin n'existe plus depuis que le système monétaire et financier international est caractérisé par une liberté quasi complète des mouvements de capitaux dans les pays industrialisés et une libéralisation croissante dans le reste du monde.

Cette situation contribue à expliquer que le DTS n'a pas connu la réussite espérée par ses concepteurs.

Elle permet également de comprendre pourquoi la nouvelle allocation de DTS, sur laquelle la commission est amenée à se prononcer, ne vise pas à répondre à un besoin global de réserves de change, mais à un problème d'équité.

Ce problème est né du fait que les 39 pays qui sont membres du FMI depuis la dernière allocation en 1981, notamment les pays d'Europe centrale et orientale et les anciennes républiques de l'ex-Union soviétique, n'ont bénéficié d'aucune allocation de DTS. De plus, on observe, chez les autres pays membres, une grande inégalité dans le rapport des allocations cumulatives nettes de DTS ramenées aux quotes-parts, c'est-à-dire les contributions de chaque pays aux ressources générales du FMI. Cette inégalité s'explique par l'évolution des quotes-parts intervenue depuis la dernière allocation de DTS, qui reflète l'évolution du poids de chaque pays dans l'économie mondiale.

Pour résoudre ce problème d'inégalité, les gouverneurs du FMI ont adopté une résolution ayant pour but de modifier les statuts du FMI afin d'introduire la possibilité d'une allocation unique de DTS, en vue de porter, pour chaque pays membre du FMI, son allocation cumulative nette de DTS à un montant égal à quelque 29,3 % de sa quote-part en vigueur actuellement. Porter les allocations cumulatives nettes à ce niveau par rapport aux quotes-parts pour tous les États membres revient à doubler le montant global des DTS alloués jusqu'à présent.

*
* *

À l'issue de cette allocation spéciale, l'allocation cumulative nette de DTS de la Belgique s'élèvera à 909 millions de DTS (soit environ 44 milliards de francs ou 1,1 milliard d'euros), contre 485 millions de

1972 et de la seconde attribution entre 1979 et 1981. De plus, la BTR créée en 1979 a été ajoutée aux réserves de change des pays bénéficiaires. Ces pays peuvent l'utiliser en la échangeant contre une monnaie forte, par simple demande au FMI, afin de financer un déficit de balance courante.

Depuis 1991, le FMI n'a plus effectué d'allocations de DTS. En effet, en vertu des statuts du FMI, les DTS ne peuvent être alloués qu'en cas de besoin global à long terme d'avoirs de réserve supplémentaires dans le système monétaire international. Les principaux pays membres du FMI, notamment les États-Unis et l'Allemagne, considèrent que ce besoin n'existe plus depuis que le système monétaire et financier international est caractérisé par une liberté quasi complète des mouvements de capitaux dans les pays industrialisés et une libéralisation croissante dans le reste du monde.

Cette situation contribue à expliquer que le DTS n'a pas connu la réussite espérée par ses concepteurs.

Elle permet également de comprendre pourquoi la nouvelle allocation de DTS, sur laquelle la commission est amenée à se prononcer, ne vise pas à répondre à un besoin global de réserves de change, mais à un problème d'équité.

Ce problème est né du fait que les 39 pays qui sont membres du FMI depuis la dernière allocation en 1981, notamment les pays d'Europe centrale et orientale et les anciennes républiques de l'ex-Union soviétique, n'ont bénéficié d'aucune allocation de DTS. De plus, on observe, chez les autres pays membres, une grande inégalité dans le rapport des allocations cumulatives nettes de DTS ramenées aux quotes-parts, c'est-à-dire les contributions de chaque pays aux ressources générales du FMI. Cette inégalité s'explique par l'évolution des quotes-parts intervenue depuis la dernière allocation de DTS, qui reflète l'évolution du poids de chaque pays dans l'économie mondiale.

Pour résoudre ce problème d'inégalité, les gouverneurs du FMI ont adopté une résolution ayant pour but de modifier les statuts du FMI afin d'introduire la possibilité d'une allocation unique de DTS, en vue de porter, pour chaque pays membre du FMI, son allocation cumulative nette de DTS à un montant égal à quelque 29,3 % de sa quote-part en vigueur actuellement. Porter les allocations cumulatives nettes à ce niveau par rapport aux quotes-parts pour tous les États membres revient à doubler le montant global des DTS alloués jusqu'à présent.

*
* *

À l'issue de cette allocation spéciale, l'allocation cumulative nette de DTS de la Belgique s'élèvera à 909 millions de DTS (soit environ 44 milliards de francs ou 1,1 milliard d'euros), contre 485 millions de

DTS actuellement(1). Les droits et obligations de la Belgique à l'égard du département des DTS du FMI sont exécutés par la Banque nationale de Belgique sur ses moyens propres avec la garantie de l'État, conformément aux dispositions légales existantes et aux conventions conclues entre l'État belge en application de ces dispositions. À ce titre, le total des DTS alloués à la Belgique apparaît au passif du bilan de la Banque, et le montant des DTS détenus par la Belgique à l'actif de son bilan, parmi les réserves de change.

L'impact budgétaire de cette allocation de DTS à la Belgique peut être considéré comme nul.

*
* *

La Belgique a tout intérêt à un accroissement harmonieux du commerce international et à un fonctionnement équitable du système monétaire international.

La mise en œuvre de ce quatrième amendement contribuera à ces deux objectifs en assurant, grâce à une augmentation substantielle des DTS alloués, une répartition plus équitable des DTS entre tous les membres du FMI, et en permettant, en particulier, aux États devenus membres du FMI depuis 1981, de bénéficier des allocations de DTS du FMI.

Pour ces raisons, le ministre demande au Sénat de bien vouloir approuver le projet de loi qui lui est soumis par le gouvernement. Voilà le but qui a été poursuivi, tout en constatant que l'avenir des DTS, indépendamment de ce problème d'équité et de répartition, à l'avis du ministre, est condamné, à plus ou moins long terme, au profit du développement exclusif, comme instrument d'échange et de commerce, des trois monnaies principales: le yen, le dollar et l'euro.

2. DISCUSSION GÉNÉRALE

Un membre fait remarquer qu'il s'agit en somme aujourd'hui de faire en sorte que des DTS soient alloués pour la première fois aux pays dont la liste se trouve à la page 7 du projet de loi.

On ne réajuste rien pour ceux qui sont déjà membres. D'ailleurs toute une série de pays occidentaux se sont opposés au principe de nouveaux DTS, tels que les États-Unis, l'Allemagne fédérale, etc.

Si le FMI devient le prêteur en dernier ressort, et c'est déjà pratiquement le cas à l'égard des pays en crise, lorsqu'on les dépanne, ces DTS ne pèsent même plus du tout dans les décisions qu'on prend en la matière.

(1) Un DTS est actuellement égal à environ 1,2073 euro.

ogenblik(1). De rechten en verplichtingen van België ten aanzien van de afdeling bijzondere trekkingsrechten van het IMF worden door de Nationale Bank van België uitgevoerd met haar eigen middelen onder staatswaarborg, overeenkomstig de bestaande wettelijke bepalingen en de overeenkomsten die krachtens die bepalingen tussen de Belgische Staat en de Bank zijn gesloten. Om die reden komt het totaalbedrag van de aan België toegewezen BTR voor op de passiefzijde van de balans van de Bank en wordt het door België aangehouden BTR-bedrag opgenomen bij de deviezenreserves, op de actiefzijde van haar balans.

De budgettaire impact van deze BTR-toewijzing kan als nihil worden beschouwd.

*
* *

België heeft alle belang bij een evenwichtige toename van de internationale handel en een billijke werking van het internationaal monetair stelsel.

De uitvoering van dit vierde amendement zal tot deze twee doelstellingen bijdragen. Hierbij zal, dankzij een aanzienlijke stijging van de toegewezen BTR, een billijkere verdeling van de BTR tussen alle lidstaten van het IMF worden verzekerd en, in het bijzonder, zal het mogelijk worden dat aan de lidstaten van het IMF die sinds 1981 lid zijn geworden, BTR worden toegewezen.

Om die redenen vraagt de minister aan de Senaat het wetsontwerp dat door de regering is voorgelegd, goed te keuren. Dat is de bedoeling van dit wetsontwerp, maar de minister voegt er meteen aan toe dat de BTR volgens hem, los van het probleem van billijkheid en herverdeling, op middellange termijn toch zullen verdwijnen en als ruil- en handelsinstrument zullen worden vervangen door de drie voornaamste munten: de yen, de dollar en de euro.

2. ALGEMENE BESPREKING

Een lid wijst erop dat het er vandaag om gaat voor het eerst BTR toe te wijzen aan de landen op de lijst die bij dit wetsontwerp is gevoegd.

Voor de landen die reeds lid zijn verandert er niets. Een aantal westerse landen, zoals de Verenigde Staten, Duitsland, enz. hebben zich uitgesproken tegen nieuwe BTR.

Als het IMF een soort geldschieter in laatste instantie wordt — en dat is het nu al voor de landen in crisis — hebben de BTR geen enkele invloed meer op de beslissingen ter zake.

(1) Een BTR is momenteel gelijk aan ongeveer 1,2073 euro.

D'autre part, aussi, si on fait du FMI la banque des banques centrales, tout ceci n'est plus très important.

Au fond, c'est destiné à permettre, comme à l'origine, un rééquilibrage à court terme et pour un montant modeste d'un déséquilibre de la balance des paiements en faveur de ces pays, qui peuvent alors utiliser des monnaies fortes pour se rééquilibrer mais qui doivent évidemment réajuster leur budget et leur balance commerciale pour éviter de s'enfoncer encore plus et de payer des intérêts encore plus élevés.

Le ministre fait remarquer qu'ils se fournissent à un taux d'intérêt «DTS» qui est plus faible.

Un membre constate que le ministre a clairement expliqué ce dont il s'agissait. Il estime que les DTS sont, en effet, devenus quelque peu anachroniques étant donné que les circonstances dans lesquelles ils ont été créés en 1969 étaient totalement différentes de celles en cours actuellement. On avait à cette époque des taux de change fixes, et pas de circulation réellement libéralisée du capital.

Dans un tel contexte, le risque était particulièrement important d'avoir, sur le plan international, un manque de liquidité.

Ces négociations internationales durent toujours tellement longtemps qu'au moment où on est arrivé à un accord, la situation sur le terrain a évolué et la mesure prise n'est plus tout à fait adaptée.

C'est le cas des DTS.

Ce qu'on fait ici est une simple opération qui permet aux pays qui n'en ont pas encore bénéficié de participer au système.

La création de liquidité n'est que de 21 milliards, ce qui est minime sur le plan mondial. Et ce n'est certainement pas cela qui va mettre en danger la liquidité internationale, ou présenter des risques d'inflation.

Une autre question préoccupe l'intervenant. Lorsque, à l'occasion de droits de tirage spéciaux ou normaux sur le FMI, la Belgique demandera de donner sa propre monnaie, mais qu'elle n'aura plus de francs belges (la Banque nationale sera toujours membre du FMI mais ne fabriquera pas d'euros), que se passera-t-il? Ne risque-t-on pas que la Banque centrale européenne sera seule compétente?

Mais elle n'est pas membre du FMI. Cela ne va-t-il pas mener de ce fait à la révision du statut des pays qui sont entrés dans la zone euro, et dont les banques centrales, qui sont membres du FMI n'auront plus aucun pouvoir ni aucune compétence en matière de circulation monétaire?

Le ministre peut-il expliquer les mesures qui ont déjà été prises et comment s'effectuera concrètement le financement du FMI?

Ook als het IMF de bank wordt van de centrale banken, heeft dit alles niet veel belang meer.

Zoals oorspronkelijk het geval was, is deze BTR-toewijzing erop gericht de betalingsbalans van deze landen op korte termijn en voor een bescheiden bedrag opnieuw in evenwicht te brengen. Deze landen kunnen dan een sterke munt aanwenden om hun situatie te verbeteren, maar moeten uiteraard hun budget en hun handelsbalans rechtekken om te voorkomen dat ze nog dieper in de put raken en nog hogere renten moeten betalen.

De minister wijst erop dat BTR worden toegekend tegen een speciale, lagere interestvoet.

Een lid vindt dat de minister duidelijk heeft uitgelegd waar het om gaat. Hij beschouwt de BTR inderdaad een beetje als een anachronisme: sinds hun oprichting in 1969 zijn de omstandigheden helemaal veranderd. Toen bestonden er vaste wisselkoersen en geen vrij verkeer van kapitaal.

Het risico dat op internationaal vlak een gebrek aan liquiditeiten ontstond, was daardoor bijzonder reëel.

Internationale onderhandelingen duren meestal zo lang dat de situatie in de praktijk al helemaal is veranderd wanneer eindelijk een akkoord wordt bereikt, waardoor de genomen maatregel niet meer aan de realiteit is aangepast.

Dat geldt ook voor de BTR.

Wat hier voorligt is een eenvoudige operatie bedoeld om de landen die nog geen profijt hebben gehaald uit het systeem, eraan te laten deelnemen.

Er wordt slechts 21 miljard aan liquiditeiten gecreëerd, wat op wereldschaal weinig voorstelt. Het zal in ieder geval de internationale liquiditeit niet in gevaar brengen en ook geen inflatie doen ontstaan.

Spreker maakt zich zorgen over een ander punt. Wat zal er gebeuren wanneer België in het kader van de bijzondere of normale trekkingsrechten op het IMF, vraagt om zijn eigen munt te geven, maar niet meer beschikt over Belgische frank (de Nationale Bank zal nog steeds lid zijn van het IMF maar maakt geen euro's)? Bestaat hier niet het risico dat de Europese centrale bank alleen bevoegd zal zijn?

Die Bank is echter geen lid van het IMF. Zal dat niet leiden tot de herziening van het statuut van de landen die zijn toegetreden tot de eurozone, en waarvan de centrale banken — die lid zijn van het IMF — geen enkele bevoegdheid meer zullen hebben inzake geldcirculatie?

Kan de minister toelichten welke maatregelen al zijn genomen en hoe de financiering van het IMF concreet zal verlopen?

Le ministre est d'accord avec la première constatation de l'intervenant. En effet, les circonstances qui entouraient l'instauration des DTS étaient totalement différentes. Il y avait une monnaie de réserve et le risque d'un développement excessif de cette monnaie, dont on a d'ailleurs pu voir les conséquences lorsque cela s'est produit. Actuellement, les DTS sont un anachronisme. Le ministre pense néanmoins qu'il était utile pour tous ces nouveaux pays, dont la liste figure en annexe du présent projet, de leur procurer la capacité d'échanger leur DTS contre des monnaies en se finançant à un taux d'intérêt plus faible. Il faut en tout cas se réjouir, et à Bretton Woods on n'a certainement pas imaginé qu'il y aurait un tel développement du nombre de nouveaux membres du FMI entre 1981 et 1997.

C'est la consécration du caractère quasi universel de ces institutions.

Le ministre est persuadé que dans quelques années, les DTS, qui ne représentent plus qu'une goutte d'eau dans le monde financier, finiront par disparaître, ou, en tout cas, qu'une autre logique garantissant aux différents États, dans des conditions acceptables l'accès aux trois grandes monnaies internationales, s'installera.

Il croit néanmoins que l'histoire économique retiendra qu'il y a eu là une volonté de créer un instrument mondial sur le plan monétaire, et que certaines régions du monde, comme l'Europe, ont montré ainsi qu'il était possible de faire jouer à un instrument monétaire un rôle économique à la dimension d'une zone.

Mais, bien entendu, l'avenir du commerce mondial ne se trouve certainement pas dans les DTS.

Quant à la seconde question de l'intervenant, le ministre déclare qu'il est évident que nous nous trouvons dans une situation qui va changer. La Banque centrale européenne pourra assister aux réunions du Conseil d'administration du FMI pour ce qui concerne l'euro.

Au-delà de cela, les questions qu'on se posera au cours des prochaines années seront liées au rôle fondamental qu'on veut faire jouer au FMI.

L'actuel président du Comité intérimaire, se livre actuellement à une consultation des différents États membres en vue d'une réforme profonde des statuts du FMI.

Il y a notamment une proposition française disant que les circonscriptions (*constituencies*) devraient correspondre davantage aux réalités. Cela va se faire graduellement mais un jour se posera la question de savoir s'il ne faut pas une seule *constituency* pour la zone euro, qui est un élément majeur de l'équilibre mondial.

Il y aurait donc d'un côté les États-Unis, et de l'autre, l'Europe. Cela demande le franchissement

De minister is het eens met de opmerking van de spreker. Ten tijde van de invoering van de BTR waren de omstandigheden helemaal anders dan nu. Er was een reservemunt en het risico bestond dat die zich te sterk ontwikkelde, wat inderdaad is gebeurd met alle negatieve gevolgen van dien. De BTR zijn inderdaad een anachronisme. Toch vindt de minister het nuttig dat de nieuwe landen, waarvan de lijst bij het ontwerp is gevoegd, de mogelijkheid krijgen om hun BTR te wisselen tegen andere munten en zo hun financiën aan te vullen tegen een lage intrestvoet. Het is hoe dan ook verheugend dat tussen 1981 en 1997 zoveel nieuwe leden zijn toetreden tot het IMF. Ten tijde van Bretton Woods had men dat zeker niet durven hopen.

Het is als het ware een bekrachtiging van de bijna universele aard van deze instellingen.

De minister is ervan overtuigd dat over enkele jaren de BTR, die in de financiële wereld niet meer zijn dan een druppel op een hete plaat, zullen verdwijnen of dat in ieder geval een ander systeem zal worden ingevoerd waardoor de verschillende Staten onder aanvaardbare voorwaarden toegang krijgen tot de drie grote internationale munteenheden.

Toch gelooft hij dat de BTR de economische geschiedenis zullen ingaan als een uiting van de wil om een wereldwijd monetair instrument te creëren, en als bewijs van het feit dat dat monetaire instrument in bepaalde gebieden, bijvoorbeeld in Europa, een economische rol kon spelen.

De toekomst van de wereldhandel ligt uiteraard niet in de BTR.

Op de tweede vraag van de spreker antwoordt de minister dat de situatie waarin wij ons nu bevinden, uiteraard zal veranderen. De Europese Centrale Bank zal de vergaderingen van de raad van bestuur van het IMF mogen bijwonen als het gaat over de euro.

Bij de problemen die in de volgende jaren nog zullen rijzen, zal men zich altijd moeten afvragen welke rol men het IMF precies wil laten spelen.

De huidige voorzitter van het Interimcomité raadpleegt op dit moment de verschillende lidstaten over een diepgaande hervorming van de statuten van het IMF.

Belangrijk is met name het Franse voorstel om de *constituencies* beter aan te passen aan de realiteit. Dat zal geleidelijk gebeuren, maar eens zal de vraag ook rijzen of de eurozone, die een zeer belangrijke factor is in het mondiale evenwicht, niet een *constituency* moet vormen.

De Verenigde Staten in Europa zouden op die manier afzonderlijke blokken vormen. Hiervoor

d'un certain nombre d'obstacles psychologiques. Chacun sait à quel point nous tenons à notre *constituency*. Elle est effectivement très importante et constitue, en outre, une capacité d'accompagnement pour un certain nombre de pays émergents (*cf.* la Turquie, la Hongrie, la Tchéquie, etc.).

Au niveau de la représentation au FMI existe un accord entre les onze. Cet accord précise que le «pôle monétaire» de l'UEM sera représenté par l'observateur de la BCE. Tandis que le «pôle économique» de l'UEM sera représenté par un représentant du président de l'euro 11, assisté par un représentant de la Commune européenne.

En résumé, la question est de savoir s'il faut que le FMI s'adapte à la réalité politico-économique du monde. Pour le ministre, la réponse est affirmative.

D'autre part, veut-on transformer le FMI en un conseil de sécurité économique et monétaire mondial?

La dernière crise de 1997-1998 a, en effet, montré à quel point il manquait un instrument régulateur pour pallier les accidents qui peuvent se produire et déstabiliser complètement le système monétaire international.

Le projet est ambitieux. Il peut aussi y avoir des avancées dans d'autres domaines, comme, par exemple, la constitution de groupes de travail ou le renforcement de la coopération en matière de surveillance entre le groupe de Bâle, le FMI et la Banque mondiale.

On sent bien que, du côté européen, en tout cas, il y a une demande importante d'affirmer le rôle du FMI, et, en son sein, le rôle des États membres du Comité intérimaire.

Par exemple, lors de la crise russe, il a été impossible pour le FMI de résister aux pressions du gouvernement américain pour l'octroi d'un prêt à la Russie qui est une puissance atomique, même si elle ne réunissait pas les conditions économiques et financières pour être dépannée par le FMI. Le résultat a été qu'on a jeté 5 milliards de dollars dans la fournaise qui n'ont servi à rien.

Il faut que le FMI dispose d'un poids politique important pour fonctionner efficacement.

À propos de ce qui se passe au Brésil, le ministre espère que cela va se résoudre parce qu'il s'agit là aussi d'un problème américano-américain.

Enfin une autre suggestion est que le FMI joue sur le plan monétaire un rôle de régulateur. Non pas comme la Banque centrale européenne mais plutôt un rôle de contrepoids, pour lequel il doit disposer des moyens d'intervention d'une Banque centrale.

moeten een aantal psychologische drempels overwonnen worden. Iedereen weet hoezeer we gehecht zijn aan onze *constituency*. Die is inderdaad erg belangrijk en kan bovendien zorgen voor de begeleiding van een aantal opkomende landen (Turkije, Hongarije, Tsjechië, enz.).

Met betrekking tot de vertegenwoordiging in het IMF bestaat er een akkoord tussen de elf landen van de eurozone. Dit akkoord bepaalt dat het «monetaire luik» van de EMU vertegenwoordigd wordt door de waarnemer van de ECB, terwijl het «economische luik» wordt vertegenwoordigd door een afgevaardigde van de voorzitter van de eurozone, bijgestaan door een afgevaardigde van de Europese gemeenschap.

De hamvraag is of het IMF zich moet aanpassen aan de politiek-economische realiteit. De minister vindt van wel.

Wil men het IMF omvormen tot een wereldwijde economisch-monetaire veiligheidsraad?

De crisis van 1997-1998 heeft duidelijk aangetoond dat er nood is aan een instantie die regelend optreedt en die de onverwachte gebeurtenissen kan opvangen die het internationale monetaire systeem volledig kunnen ontwrichten.

Het project is ambitieus. Ook op andere vlakken kan vooruitgang worden geboekt, bijvoorbeeld door de oprichting van werkgroepen of door de samenwerking met betrekking tot het toezicht te versterken tussen de groep van Bazel, het IMF en de Wereldbank.

Van Europese kant komt duidelijk de vraag om de rol van het IMF te versterken en binnen het IMF de rol van de lidstaten van het Interimcomité uit te breiden.

Het IMF kon bijvoorbeeld tijdens de Russische crisis geen weerstand bieden aan de druk van de Amerikaanse regering om een lening toe te staan aan Rusland (dat een atoommogendheid is), hoewel het land niet beantwoordde aan de economische en financiële voorwaarden om door het IMF te worden geholpen. Het resultaat was dat 5 miljard dollar in een bodemloze put zijn verdwenen.

Het IMF moet voldoende politiek gewicht krijgen om goed te kunnen werken.

Wat Brazilië betreft, hoopt de minister dat het probleem opgelost zal worden omdat ook dat een zuiver Amerikaans probleem is.

Een ander voorstel wil dat het IMF op wereldvlak een regelende rol zou spelen, niet op de manier van de Europese Centrale Bank, maar veeleer als tegenwicht. Daarvoor moet het IMF wel beschikken over de mogelijkheden om op te treden die een Centrale Bank heeft.

Le ministre a été frappé, lors de la dernière crise, par le fait que le FMI ne disposait d'aucun moyen pour freiner l'exode des capitaux à court terme des pays émergents.

Ces capitaux ont donc dû être remplacés par des interventions des banques centrales.

En conclusion, le ministre ne sait pas de quoi sera fait l'avenir du FMI. Ce qui est fondamental est d'avoir, avec la participation active des États les plus développés, une institution où on puisse gérer la politique économique mondiale en procédant à des interventions préventives plutôt que curatives.

Or, les principales réticences viennent des Américains. Il faudra qu'il y ait un nouveau Bretton Woods entre l'Amérique, l'Europe et l'Asie pour réaliser un meilleur fonctionnement dans la liberté des échanges au niveau mondial.

Un membre fait remarquer que l'idée que le FMI devrait être un prêteur en dernier ressort vient également des Américains. Mais cela soulève comme objection que s'il y a toujours quelqu'un prêt à dépanner les gouvernements qui mènent une mauvaise politique, toutes les considérations relatives au risque moral reviennent à l'avant-plan, puisque les prêteurs ne doivent même plus regarder si ceux à qui ils prêtent sont des gens sérieux ou des farceurs qui font n'importe quoi avec leur argent.

Cela devient alors un problème beaucoup plus grave qui peut déclencher des catastrophes sur le plan mondial.

Le ministre précise que c'est là où la liaison avec l'amélioration du contrôle prudentiel et la mise en commun des expériences du groupe de Bâle et du FMI peut amener à l'élaboration de codes.

Le même membre souligne qu'on sera cependant toujours hors d'état d'imposer des règles de comportement à un gouvernement (comme par exemple celui de l'Indonésie il y a quelques mois).

Un membre estime que l'on attend trop du rôle que le FMI peut jouer. Même s'il devait remplir ce rôle, il faudrait mettre à la disposition du FMI un volume considérable de moyens financiers, ce qui n'est pas faisable. C'est donc une erreur de vouloir attribuer à tout prix au FMI le rôle de gendarme du monde.

L'intervenant cite, à titre d'exemple, la crise en Asie du Sud-Est. Avant 1995, les capitaux affluaient de manière illimitée dans les pays de cette région. À l'époque, les institutions financières étrangères ne s'intéressaient pas le moins du monde au degré d'endettement de ces pays, ni au rapport entre les dettes et les ressources propres, ni à l'affectation de celles-ci (investissements dans les industries d'exportation, dans la stimulation de la consommation intérieure ou dans le financement d'institutions financiè-

Tijdens de laatste crisis is het de minister opgevalen dat het IMF niets kon doen tegen de kortetermijnkapitaalvlucht van de opkomende landen.

Deze kapitalen moeten dus vervangen worden via de tussenkomst van de centrale banken.

Kortom, de minister weet niet hoe de toekomst van het IMF eruit zal zien. Het is van fundamenteel belang dat we met de actieve hulp van de meest ontwikkelde Staten kunnen beschikken over een instelling die een wereldwijd economisch beleid kan voeren op basis van preventieve veeleer dan curatieve acties.

De Amerikanen hebben de meeste bezwaren. Er is nood aan een nieuwe top van Bretton Woods tussen Amerika, Europa en Azië om het vrije verkeer op wereldniveau beter te organiseren.

Een lid wijst erop dat het idee van het IMF als geldschieter in laatste instantie ook van de Amerikanen komt. Hiertegen bestaat evenwel een moreel bezwaar: als een instantie steeds bereid is om regeringen die een slecht beleid voeren uit de brand te helpen, zullen de geldschieters zelfs niet meer nagaan of degenen aan wie ze lenen ernstig zijn of integendeel hun geld over de balk gooien.

In dat laatste geval kunnen wereldwijde catastrofes volgen.

De minister antwoordt dat op basis van een betere bedrijfseconomische controle en de uitwisseling van ervaringen tussen de groep van Bazel en het IMF, gedragscodes kunnen worden uitgewerkt.

Hetzelfde lid benadrukt dat het evenwel nooit mogelijk zal zijn om een regering gedragsregels op te leggen (zoals bijvoorbeeld de regering van Indonesië enkele maanden geleden).

Een lid is van mening dat er te hoge verwachtingen worden gekoesterd over de rol die het IMF kan spelen. Indien het die rol moet vervullen, zouden aanzienlijke financiële middelen ter beschikking van het IMF moeten worden gesteld, wat niet haalbaar is. Het is dus fout om tot elke prijs het IMF in de rol van universele politieagent te duwen.

Als voorbeeld citeert spreker de Zuidoost-Aziatische crisis. Voor 1995 stroomde, zonder enige beperking, het kapitaal naar de landen van deze regio. De buitenlandse financiële instellingen besteedden toen niet de minste aandacht noch aan de graad van opname van de schulden, noch aan de verhouding tussen schulden en middelen, noch aan de bestedingswijze van de middelen (investeringen gericht op de uitvoer, in binnenlandse consumptie of financiering van binnenlandse financiële instellingen voor de toe-

res internes en vue de l'octroi de crédits locaux). Personne ne s'est soucié des mises en garde que le FMI lançait à l'époque, jusqu'au moment où une limite psychologique a été franchie et que tout le monde s'est retiré. Les pays de la région n'ont plus eu qu'à payer les pots cassés. C'est à pareil moment que l'on attend du FMI qu'il remette de l'ordre.

Ce faisant l'on crée précisément des problèmes au niveau mondial et l'on favorise l'instabilité. Le FMI doit sans cesse louvoyer entre les possibilités existantes et exercer une légère pression morale pour que les pays adaptent la politique dans un sens ou dans l'autre, mais il ne peut infliger aucune sanction si les États ne suivent pas ses directives. Au demeurant, le pays concerné ne suit les directives en question que quand il y est acculé et qu'il ne parvient plus à trouver de ressources financières sur le marché des capitaux. C'est alors que le pays est disposé à accepter les conditions du FMI. Tant qu'il reste d'autres solutions, l'on néglige les recommandations du FMI et les problèmes s'accumulent lentement, jusqu'à atteindre un point de non-retour: la pyramide s'effondre alors tout à coup complètement.

L'intervenant souligne que contrairement à ce que l'on affirme généralement, le FMI suit bel et bien ce qui se passe dans les pays, mais que quand la conjoncture est favorable, l'on fait fi des recommandations jusqu'au moment où la démesure de la dette mine la confiance.

Il faut évaluer le rôle du FMI avec davantage de réserve. Le FMI joue un rôle important en tant que forum où les divers partenaires se rencontrent et discutent. Résoudre les situations de crise est l'une de ses missions principales. Il faut qu'il continue à jouer ce rôle: dénué de pouvoir politique, il est tout d'abord une institution financière qui accorde une aide financière, non pas à des organismes privés, mais à des gouvernements, si bien que la politique que ceux-ci mènent constitue le critère principal qu'il utilise pour accorder ou non des crédits.

L'intervenant rappelle sa demande concernant le financement des droits de tirage spéciaux depuis la mise en place de l'euro. Étant donné que la Banque nationale ne crée pas elle-même d'euros, il faut se demander quel sera le mode de financement à l'avenir.

L'intervenant demande au ministre d'annexer au rapport une liste concernant l'attribution des droits de tirage spéciaux avant et après la décision en question (voir l'annexe).

Le ministre répond que depuis le 1^{er} janvier 1999, le FMI effectue en euros toutes les transactions financières qui comprennent la monnaie des pays de la zone euro. Les comptes courants que le FMI détient dans les livres de la Banque nationale de Belgique ont de ce fait été relibellés en euros.

kenning van lokale kredieten). Ook al waarschuwde het IMF op dat ogenblik voor de risico's, niemand luisterde tot op het ogenblik dat een bepaalde psychologische grens was overschreden en iedereen zich terugtrok zodat de landen van de regio met de brokken bleven zitten. Op dat ogenblik wordt dan van het IMF verwacht dat het orde op zaken stelt.

Door deze handelwijze worden precies problemen op wereldniveau gecreëerd en de instabiliteit in de hand gewerkt. Het IMF moet permanent schipperen tussen bestaande mogelijkheden en een zachte morele druk uitoefenen om het beleid in één of andere richting aan te passen, maar het kan geen sancties opleggen wanneer zijn richtlijnen niet opgevolgd worden. Trouwens, die richtlijnen worden alleen maar opgevolgd wanneer het betrokken land geen ander alternatief meer heeft en geen financiële middelen meer kan vinden op de kapitaalmarkt. Dan is het land bereid de voorwaarden van het IMF te aanvaarden. Zolang er andere alternatieven bestaan, worden de aanbevelingen van het IMF genegeerd en stapelen de problemen zich langzaam op tot het kritieke moment waarop de hele zaak ineens totaal in elkaar stuikt.

Spreker onderstreept dat, in tegenstelling tot wat algemeen beweerd wordt, het IMF wel degelijk de ontwikkelingen volgt, doch zijn aanbevelingen worden in goede tijden in de wind geslagen tot het vertrouwen een deuk krijgt als de omvang van de ontlening elke realiteitszin tart.

De rol van het IMF moet met meer terughoudendheid geëvalueerd worden. Het IMF heeft een belangrijke rol als forum waar de diverse partners elkaar ontmoeten en in discussie treden. Het ontmijnen van crisissituaties is één van zijn belangrijkste taken. Het moet deze rol verder blijven spelen, want het heeft geen politieke macht, doch is in de eerste plaats een financiële instelling die financiële hulp verleent, niet aan privé-instellingen, maar aan regeringen zodat het beleidsniveau zijn belangrijkste criterium is om al dan niet kredieten toe te staan.

Spreker herhaalt zijn vraag over de financiering van de bijzondere trekkingsrechten sinds de invoering van de euro. Aangezien de Nationale Bank zelf geen euro's creëert, is de vraag op welke manier de financiering in de toekomst zal gebeuren.

Spreker vraagt de minister eveneens om als bijlage bij het verslag een lijst te voegen van de toewijzing van de bijzondere trekkingsrechten voor en na die beslissing (zie bijlage).

De minister antwoordt dat het IMF sinds 1 januari 1999 alle financiële transacties waarbij munten van de landen van de eurozone betrokken zijn in euro uitvoert. De rekeningen-courant van het IMF bij de Nationale Bank van België zijn daarom ook omgezet in euro.

3. VOTES

Les articles 1^{er} et 2 ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés à l'unanimité des 8 membres présents.

L'ensemble du projet de loi est adopté à la même unanimité.

Le présent rapport est approuvé à l'unanimité des 8 membres présents.

Le rapporteur,
Luc COENE.

Le président,
Paul HATRY.

*
* *

**TEXTE ADOPTÉ
PAR LA COMMISSION
DES FINANCES ET DES
AFFAIRES ÉCONOMIQUES**

Voir le doc. 1-1185/3

3. STEMMINGEN

De artikelen 1 en 2 geven geen aanleiding tot opmerkingen en worden eenparig aangenomen door de 8 aanwezige leden.

Het hele wetsontwerp wordt bij dezelfde eenparigheid aangenomen.

Dit rapport is eenparig goedgekeurd door de 8 aanwezige leden.

De rapporteur,
Luc COENE.

De voorzitter,
Paul HATRY.

*
* *

**TEKST AANGENOMEN
DOOR DE COMMISSIE
VOOR DE FINANCIËN EN
DE ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN**

Zie Stuk 1-1185/3

ANNEXE**Pays ayant déjà bénéficié
d'une allocation de DTS**

1. République islamique d'Afghanistan
2. Algérie
3. Argentine
4. Australie
5. Autriche
6. Bahamas
7. Bahreïn
8. Bangladesh
9. Barbade
10. Belgique
11. Bénin
12. Bolivie
13. Bosnie-Herzégovine
14. Botswana
15. Brésil
16. Burkina Faso
17. Burundi
18. Cambodge
19. Cameroun
20. Canada
21. Cap-Vert
22. République centrafricaine
23. Tchad
24. Chili
25. Chine
26. Colombie
27. Comores
28. République démocratique du Congo
29. République du Congo
30. Costa Rica
31. Côte d'Ivoire
32. Croatie
33. Chypre
34. Danemark
35. Djibouti
36. Dominique
37. République dominicaine
38. Équateur
39. Égypte
40. El Salvador

BIJLAGE**Landen die reeds een BTR-toewijzing
genoten hebben**

1. Islamitische Republiek Afghanistan
2. Algerije
3. Argentinië
4. Australië
5. Oostenrijk
6. Bahamas
7. Bahrein
8. Bangladesh
9. Barbados
10. België
11. Benin
12. Bolivia
13. Bosnië-Herzegovina
14. Botswana
15. Brazilië
16. Burkina Faso
17. Burundi
18. Cambodja
19. Kameroen
20. Canada
21. Kaapverdië
22. Centraal-Afrikaanse Republiek
23. Tsjaad
24. Chili
25. China
26. Colombia
27. Comoren
28. Democratische Republiek Kongo
29. Republiek Kongo
30. Costa Rica
31. Ivoorkust
32. Kroatië
33. Cyprus
34. Denemarken
35. Djibouti
36. Dominica
37. Dominicaanse Republiek
38. Ecuador
39. Egypte
40. El Salvador

ANNEX**Countries which have already
benefited from an allocation of SDRs**

1. Afghanistan, Islamic State of
2. Algeria
3. Argentina
4. Australia
5. Austria
6. Bahamas, The
7. Bahrain
8. Bangladesh
9. Barbados
10. Belgium
11. Benin
12. Bolivia
13. Bosnia and Herzegovina
14. Botswana
15. Brazil
16. Burkina Faso
17. Burundi
18. Cambodia
19. Cameroon
20. Canada
21. Cape Verde
22. Central African Republic
23. Chad
24. Chile
25. China
26. Colombia
27. Comoros
28. Congo, Démocratic Republic of the
29. Congo Republic of
30. Costa Rica
31. Côte d'Ivoire
32. Croatia
33. Cyprus
34. Denmark
35. Djibouti
36. Dominica
37. Dominican Republic
38. Ecuador
39. Egypt
40. El Salvador

Pays ayant déjà bénéficié d'une allocation de DTS	Landen die reeds een BTR-toewijzing genoten hebben	Countries which have already benefited from an allocation of SDRs
41. Guinée équatoriale	41. Equatoriaal-Guinea	41. Equatorial Guinea
42. Éthiopie	42. Ethiopië	42. Ethiopia
43. Fidji	43. Fiji	43. Fiji
44. Finlande	44. Finland	44. Finland
45. France	45. Frankrijk	45. France
46. République fédérale de Yougoslavie (Serbie/Monténégro)	46. Federatieve Republiek Joegoslavië (Servië/Montenegro)	46. Federal Republic of Yugoslavia (Serbia/Montenegro)
47. Gabon	47. Gabon	47. Gabon
48. Gambie	48. Gambia	48. Gambia, The
49. Allemagne	49. Duitsland	49. Germany
50. Ghana	50. Ghana	50. Ghana
51. Grèce	51. Griekenland	51. Greece
52. Grenade	52. Grenada	52. Grenada
53. Guatemala	53. Guatemala	53. Guatemala
54. Guinée	54. Guinee	54. Guinea
55. Guinée-Bissau	55. Guinee-Bissau	55. Guinea-Bissau
56. Guyane	56. Guyana	56. Guyana
57. Haïti	57. Haïti	57. Haiti
58. Honduras	58. Honduras	58. Honduras
59. Islande	59. IJsland	59. Iceland
60. Inde	60. India	60. India
61. Indonésie	61. Indonesië	61. Indonesia
62. République islamique d'Iran	62. Islamitische Republiek Iran	62. Iran, Islamic Republic of
63. Irak	63. Irak	63. Iraq
64. Irlande	64. Ierland	64. Ireland
65. Israël	65. Israël	65. Israel
66. Italie	66. Italië	66. Italy
67. Jamaïque	67. Jamaica	67. Jamaica
68. Japon	68. Japan	68. Japan
69. Jordanie	69. Jordanië	69. Jordan
70. Kenya	70. Kenia	70. Kenya
71. Corée	71. Korea	71. Korea
72. Koweït	72. Koeweït	72. Kuwait
73. République démocratique du Laos	73. Democratische Volksrepubliek Laos	73. Lao People's Democratic Republic
74. Liban	74. Libanon	74. Lebanon
75. Lesotho	75. Lesotho	75. Lesotho
76. Liberia	76. Liberia	76. Liberia
77. Libye	77. Libië	77. Libya
78. Luxembourg	78. Luxemburg	78. Luxembourg
79. Ex-République yougoslave de Macédoine	79. Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië	79. Macedonia, former Yugoslav Republic of
80. Madagascar	80. Madagaskar	80. Madagascar
81. Malawi	81. Malawi	81. Malawi
82. Malaisie	82. Maleisië	82. Malaysia

Pays ayant déjà bénéficié d'une allocation de DTS	Landen die reeds een BTR-toewijzing genoten hebben	Countries which have already benefited from an allocation of SDRs
83. Maldives	83. Maldiven	83. Maldives
84. Mali	84. Mali	84. Mali
85. Malte	85. Malta	85. Malta
86. Mauritanie	86. Mauritanië	86. Mauritania
87. Maurice	87. Mauritius	87. Mauritius
88. Mexique	88. Mexico	88. Mexico
89. Maroc	89. Marokko	89. Morocco
90. Myanmar	90. Myanmar	90. Myanmar
91. Népal	91. Nepal	91. Nepal
92. Pays-Bas	92. Nederland	92. Netherlands
93. Nouvelle-Zélande	93. Nieuw-Zeeland	93. New Zealand
94. Nicaragua	94. Nicaragua	94. Nicaragua
95. Niger	95. Niger	95. Niger
96. Nigéria	96. Nigeria	96. Nigeria
97. Norvège	97. Noorwegen	97. Norway
98. Oman	98. Oman	98. Oman
99. Pakistan	99. Pakistan	99. Pakistan
100. Panama	100. Panama	100. Panama
101. Papouasie-Nouvelle-Guinée	101. Papoea-Nieuw-Guinea	101. Papua New Guinea
102. Paraguay	102. Paraguay	102. Paraguay
103. Pérou	103. Peru	103. Peru
104. Philippines	104. Filipijnen	104. Philippines
105. Portugal	105. Portugal	105. Portugal
106. Qatar	106. Qatar	106. Qatar
107. Roumanie	107. Roemenië	107. Romania
108. Rwanda	108. Rwanda	108. Rwanda
109. Samoa	109. Samoa	109. Samoa
110. Sao Tomé et Príncipe	110. Sao Tomé en Príncipe	110. São Tomé and Príncipe
111. Arabie saoudite	111. Saudi-Arabië	111. Saudi Arabia
112. Sénégal	112. Senegal	112. Senegal
113. Seychelles	113. Seychellen	113. Seychelles
114. Sierra Leone	114. Sierra Leone	114. Sierra Leone
115. Singapour	115. Singapore	115. Singapore
116. Slovénie	116. Slovenië	116. Slovenia
117. Îles Salomon	117. Salomonseilanden	117. Solomon Islands
118. Somalie	118. Somalië	118. Somalia
119. Afrique du Sud	119. Zuid-Afrika	119. South Africa
120. Espagne	120. Spanje	120. Spain
121. Sri Lanka	121. Sri Lanka	121. Sri Lanka
122. Sainte-Lucie	122. Saint Lucia	122. St. Lucia
123. Saint-Vincent-et-Grenadines	123. Saint Vincent and the Grenadines	123. St. Vincent and the Grenadines
124. Soudan	124. Soedan	124. Sudan
125. Suriname	125. Suriname	125. Suriname

Pays ayant déjà bénéficié d'une allocation de DTS	Landen die reeds een BTR-toewijzing genoten hebben	Countries which have already benefited from an allocation of SDRs
126. Swaziland	126. Swaziland	126. Swaziland
127. Suède	127. Zweden	127. Sweden
128. République arabe syrienne	128. Arabische Republiek Syrië	128. Syrian Arab Republic
129. Tanzanie	129. Tanzania	129. Tanzania
130. Thaïlande	130. Thailand	130. Thailand
131. Togo	131. Togo	131. Togo
132. Trinité-et-Tobago	132. Trinidad en Tobago	132. Trinidad and Tobago
133. Tunisie	133. Tunesië	133. Tunisia
134. Turquie	134. Turkije	134. Turkey
135. Ouganda	135. Oeganda	135. Uganda
136. Émirats Arabes Unis	136. Verenigde Arabische Emiraten	136. United Arab Emirates
137. Royaume-Uni	137. Verenigd Koninkrijk	137. United Kingdom
138. États-Unis	138. Verenigde Staten	138. United States
139. Uruguay	139. Uruguay	139. Uruguay
140. Venezuela	140. Venezuela	140. Venezuela
141. Vietnam	141. Vietnam	141. Vietnam
142. Yémen	142. Republiek Jemen	142. Yemen, Republic of
143. Zambie	143. Zambia	143. Zambia
144. Zimbabwe	144. Zimbabwe	144. Zimbabwe